

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 7 NOVEMBRE 2023**

L'an Deux Mille Vingt-Trois, le sept novembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de CARTELEGUE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. Pierre VILLAR, Maire.

Nombre de conseillers municipaux en exercice : 15

Présents : M. VILLAR, MME PAYEN, M. PARGADE, MMES LAMIT, ROUSSEAU, DUBERNARD, MM. MARCQ, HAURE, MMES GROUSSAC, LOZANO, MM. CHONÉ, JORÉ.

Représentés par pouvoir : MME GIORGINI (pouvoir à MME LOZANO), M. MARTIN (pouvoir à M. HAURE), M. JALLET (pouvoir à MME PAYEN).

Date de convocation : 31 Octobre 2023

Ordre du jour :

1. Décision modificative budget commune,
2. Tarifs communaux 2024,
3. Création d'un poste d'adjoint administratif principal 1^{ère} classe,
4. Renouvellement contrat PEC,
5. Eclairage public : mise en œuvre d'ampoules LED,
6. Convention Sentiers des Arts,
7. Dépôts sauvages : amendes administratives,
8. PLUI : débat sur le PADD,
9. Micro folie,
10. Questions diverses.

Le secrétariat de la séance a été confié à Mme LAMIT.

Le procès-verbal de la réunion précédente a été approuvé à l'unanimité

1^o) DECISION MODIFICATIVE N° 3 - BUDGET COMMUNE 2023

DELIB N° 07.11.2023-01

VOTANTS : 15 POUR : 15 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire,

DÉCIDE d'ajuster les articles ci-dessous désignés comme suit :

FONCTIONNEMENT

Compte	Objet	Montant
	RECETTES	
74718	Participations Etat (recrutement PEC)	- 4 000 €
	DEPENSES	
6618	Intérêts Ligne Trésorerie	+ 4 000 €

2°) FIXATION DES TARIFS COMMUNAUX 2024

DELIB N° 07.11.2023-02

VOTANTS : 15 POUR : 15 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire :

DÉCIDE de fixer comme suit les tarifs communaux **à compter du 1er JANVIER 2024 :**

LOCATION DE SALLES COMMUNALES	Tarif Location	Tarif Chauffage
<u>Salle des Fêtes</u>	CAUTION 500 €	
Associations communales	GRATUIT	
Habitants de la commune (forfait week-end)	130 €	70 €
Hors commune (forfait week-end)	500 €	70 €
Utilisation à but lucratif : - à la journée	250 €	50 €
- à la semaine	900 €	250 €
<u>Salle Polyvalente</u>		
Associations communales	GRATUIT	
Habitants de la commune (forfait week-end)	Non louée aux particuliers	
Hors commune (forfait week-end)		
PRÊT DE MATERIEL AU PARTICULIER	CAUTION 150 €	
CONCESSIONS CIMETIERE		
Le m ²	28 €	
Emplacement de columbarium	600 €	
ASSAINISSEMENT		
<u>P.A.C.</u> : - habitation unifamiliale	1 500 €	
- studio ou T1	750 €	
<u>Surtaxe</u> : - prime fixe	70 €	
- prix au m ³	1.30 €	
GARDERIE SCOLAIRE (la séance)		
○ Garderie du matin ⇒ 7h25 – 8h20	0.60 €	
○ Garderie du soir ⇒ 16h30 – 18h45	1.00 €	

3°) CRÉATION AU TABLEAU DES EFFECTIFS D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE À TEMPS COMPLET

DELIB N° 07.11.2023-03

VOTANTS : 15 POUR : 15 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 (*modifié*) portant statut particulier du cadre d'emplois des **adjoints administratifs territoriaux** ;

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 **fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale** ;

Vu notamment l'article 34 de la loi n° 84-53 précitée ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire, après en avoir délibéré et à la majorité de ses membres présents ou représentés ;

DÉCIDE

- la création au tableau des effectifs de la commune d'un poste de d'Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe à temps complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés ;
- ledit poste est créé à compter du 1^{er} janvier 2024 ;
- l'inscription des crédits correspondants au budget de la commune ;

Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'État et sa publication.

4°) RENOUELEMENT D'UN CONTRAT PEC (Parcours D'emploi Compétence)

DELIB N° 07.11.2023-04

VOTANTS : 15 POUR : 15 CONTRE : 0 ABSTENTION : 0

Le Conseil Municipal,

- Considérant la délibération n° 11.11.2020-02 portant création d'un poste dans le cadre du dispositif du Parcours Emploi Compétence ;
- Considérant que la Commune a décidé de recourir à un contrat PEC afin de concilier ses besoins avec la perspective d'aider un demandeur d'emploi à s'insérer dans le monde du travail ;
- Considérant la délibération n° 18.10.2022-04 renouvelant le contrat PEC pour une durée de six mois à compter du 16 novembre 2022 ;

- Considérant la délibération n° 02.05.2023-03 renouvelant le contrat PEC pour une durée de six mois à compter du 16 mai 2023 ;
- Considérant qu'il convient de prolonger à nouveau ce contrat PEC ;

après avoir entendu l'exposé du Maire,

DÉCIDE de renouveler à compter du **16 NOVEMBRE 2023** un contractuel dans le cadre du Parcours Emploi Compétences pour une durée de **6 mois**.

DÉCIDE que la durée hebdomadaire de travail est de 35 H 00.

AUTORISE Monsieur Le Maire à signer la convention tripartite à venir avec Pôle emploi et le contractuel.

5°) ECLAIRAGE PUBLIC

Chacun ayant reçu l'étude financière pour réduire l'éclairage public, le conseil municipal accepte que M. Le Maire fasse le nécessaire pour la mise en œuvre de cette opération.

6°) CONVENTION STREET ART

DELIB N° 07.11.2023-05

VOTANTS : 15	POUR : 15	CONTRE : 0	ABSTENTION : 0
---------------------	------------------	-------------------	-----------------------

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé du Maire concernant la création d'une œuvre murale « Street Art »,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention relative à cette opération qui prévoit le versement :

- d'une somme de **SIX CENTS euros TTC** à Mme Adèle COSTE, Directrice artistique ;
- d'une somme de **DEUX MILLE SIX CENTS euros TTC** à M. Charles LEVAL « LEVALET », artiste.

7°) AMENDES ADMINISTRATIVES POUR DEPOTS SAUVAGES DE DECHETS

DELIB N° 07.11.2023-06

VOTANTS : 15	POUR : 15	CONTRE : 0	ABSTENTION : 0
---------------------	------------------	-------------------	-----------------------

Monsieur Le Maire expose au Conseil Municipal que la commune subit de nombreux dépôts sauvages qui mobilisent régulièrement les agents communaux et représentent une dépense non négligeable dans le budget communal, notamment pour l'évacuation de ces déchets dans les centres de tri spécialisés.

Il rappelle l'article L-541-3 du code de l'environnement modifié par la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire qui précise :

« dès que le producteur ou le détenteur initial de ces déchets s'est identifié, le maire l'avise des faits qui lui sont reprochés ainsi que des actions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de 10 jours, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé.

La loi du 10 février 2020 précitée a réduit le délai de mise en œuvre qui était d'un mois à 10 jours et l'amende de 15 000 € peut désormais être appliquée dès ce stade.

Si la personne n'obtempère pas à la mise en demeure qui peut s'ensuivre, d'autres sanctions, édictées par le même article L 541-3, pourront alors être aussi appliquées (astreinte, exécution

d'office avec consignation des sommes nécessaires auprès du comptable). Les amendes administratives et l'astreinte journalière imposées en application de l'article L 541-3 sont recouvrées au bénéfice de la commune. »

Monsieur Le Maire propose d'établir une grille tarifaire d'amendes administratives applicables en la matière comme suit :

- Dépôts sauvages, hors épaves de véhicules, en domaine public sur l'ensemble du territoire communal : **200 €**
- Dépôts sauvages d'épaves de tous véhicules mobiles en domaine public sur l'ensemble du territoire communal : **1 000 €**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité :

ADOpte la grille tarifaire des amendes administratives pour infractions de dépôts sauvage comme définie ci-dessus.

AUTORISE le Maire à effectuer toutes démarches utiles et nécessaires à la bonne exécution de cette affaire.

8°) DELIBERATION DEBAT SUR LES ORIENTATIONS GENERALES DU PADD

DELIB N° 07.11.2023-07

VOTANTS : 15	POUR : 15	CONTRE : 0	ABSTENTION : 0
---------------------	------------------	-------------------	-----------------------

- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article L. 153-12 ;
- Vu la délibération du conseil communautaire de l'Estuaire du 14/03/2022 définissant les modalités de collaboration entre la communauté de communes de l'Estuaire et ses communes membres dans le cadre de l'élaboration Plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme local de l'habitat ;
- Vu la conférence intercommunale des maires du 22 février 2022 qui a validé le schéma de gouvernance d'un PLUi-H pour la Communauté des Communes de l'Estuaire ;
- Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté de Communes de l'Estuaire du 14/03/2022 prescrivant l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme local de l'habitat ;
- Vu les orientations générales du PADD annexées à la présente délibération ;

I – CONTEXTE

La Communauté de Communes de l'Estuaire s'est engagée dans une démarche de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal valant Programme Local de l'Habitat, dans une logique de mise en compatibilité des documents d'urbanisme existants avec le SCoT Haute-Gironde Blaye-Estuaire, de renforcement de la coopération entre les communes de son territoire, et compte tenu des problématiques liées à l'habitat rencontrées sur ses communes membres.

A ce titre, et dans la continuité des 10 grands axes du projet de territoire élaboré en 2021-2022, le PLUi souhaite poursuivre 3 grands objectifs :

- 1/ Favoriser/impulser et orienter les dynamiques de développement et d'aménagement du territoire.
- 2/ Protéger l'environnement, la biodiversité et contribuer à la transition.
- 3/ Valoriser et préserver les paysages et les patrimoines de qualité.

Après une phase de diagnostic organisée de septembre 2022 à mars 2023, et qui a permis de faire ressortir les grands enjeux pour le territoire, les élus se sont réunis avec les techniciens et

partenaires lors de 4 ateliers thématiques afin d'affiner leur vision du territoire et les actions à mettre en œuvre, puis lors de 3 comités de pilotage afin d'affiner la stratégie d'aménagement souhaitée.

II – LES ORIENTATIONS GENERALES DU PADD MISES AU DEBAT

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) définit les grandes orientations de l'aménagement du territoire d'une collectivité.

Monsieur le Maire rappelle que c'est à partir des orientations exprimées dans le PADD que les autres pièces du Plan local d'urbanisme intercommunal tenant lieu de Programme local de l'habitat (PLUi-H) vont être élaborées.

L'article L. 153-12 du code de l'urbanisme prévoit que les orientations générales du PADD doivent faire l'objet d'un débat au sein du conseil municipal de chaque commune membre et de l'intercommunalité compétente en matière de PLUi au plus tard 2 mois avant l'examen du projet du PLUi.

En vue des débats, Monsieur le Maire expose les orientations générales du PADD :

AXE 1 : Révéler le potentiel existant d'un cadre rural de qualité

La CCE bénéficie d'un patrimoine naturel, paysager et architectural hétéroclite et préservé, qui doit être davantage mis en valeur, à la fois pour le bien être des habitants déjà sur le territoire, mais aussi pour permettre l'accueil de nouveaux habitants.

Les équipements, activités et espaces publics existants doivent être valorisés, adaptés et renforcés.

Objectif 1.1 : Communiquer sur les caractéristiques du territoire pour mieux le connaître

Objectif 1.2 : Proposer un espace habité attrayant

Objectif 1.3 : Garantir les conditions pour une agro-viticulture dynamique et résiliente en valorisant l'ensemble des ressources locales

AXE 2 : Satisfaire les besoins essentiels de tous à chaque étape de son parcours de vie

Face aux difficultés à se loger, l'offre résidentielle doit être adaptée au plus près des besoins des habitants et nouveaux arrivants, notamment par une offre plus sociale et durable, qui répondent aux besoins de parcours résidentiels de chacun au cours de sa vie.

En parallèle, les besoins en termes d'emplois, de mobilité, d'équipements et de commerces doivent suivre afin de faciliter et améliorer l'accès aux services.

Objectif 2.1 : Structurer une offre de logements et d'hébergements adaptée à la diversité des habitants et selon les capacités d'accueil des communes

Objectif 2.2 : Accéder à tous les équipements et services en facilitant la mise en réseau des centralités à l'échelle de la CCE mais aussi la Haute-Gironde, la Charente-Maritime, la Métropole bordelaise

Objectif 2.3. Maintenir et accueillir des entreprises pourvoyeuses d'emploi locaux en s'appuyant principalement sur les filières économiques traditionnelles du territoire (services, industrie, agriculture) tout en restant à l'écoute de nouvelles opportunités pour les actifs du territoire (aéronautique, diversification des filières)

AXE 3 : Assurer un aménagement compatible avec la préservation et la valorisation des richesses écologiques du territoire

Face aux enjeux climatiques et à la richesse écologique du territoire, les aménagements doivent s'adapter pour respecter le cadre rural et environnemental dans lesquels ils s'insèrent. Cela

passé également par la prise en compte de l'ensemble des risques connus pour que les projets ne remettent ni en cause la sécurité des biens, ni celle des personnes. Par cette stratégie, la collectivité mise sur un développement respectueux dans son identité naturelle et rurale qui peut par ailleurs être un gage d'attractivité pour les touristes.

Objectif 3.1: Garantir un accueil durable et adapté

Objectif 3.2 : Garantir la protection de la richesse écologique et environnementale du territoire

Objectif 3.3 : Faire de l'identité rurale, viticole et environnementale du territoire un motif d'attractivité

Après cet exposé, Monsieur le Maire déclare le débat ouvert.

Aucune observation n'est formulée par les membres du Conseil Municipal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **prend acte** de la tenue du débat sur les orientations générales du PADD conformément à l'article L. 153-12 du code de l'urbanisme.

9°) MICRO FOLIE

Le projet micro folie est porté par le Ministère de la Culture.

Mélangeant les œuvres de toutes les époques, l'objectif est d'amener la culture au plus près des habitants.

Un partenariat entre la CCE et la commune de Saint-Ciers-sur-Gironde a été réalisé. La CCE prend en charge les frais de fonctionnement.

Mme BANCAUD Mélanie a été recrutée. L'installation de la micro folie aura lieu à Cartelègue dans la salle polyvalente du 9 au 13 Septembre 2024.

10°) QUESTIONS DIVERSES

RECENSEMENT

Il aura lieu du 18 janvier au 17 février 2024.

3 agents recenseurs se partagent la commune :

Florence JACQUEREAUD

Patricia ECOTIERE MARTIN

Pauline HOSTEIN

CATASTROPHES NATURELLES

La commune n'a pas été reconnue pour les catastrophes naturelles de 2022. (gonflement des argiles dûs à la sécheresse).

Suite à ce refus, il a été décidé de déposer un recours argumenté du fait que des communes voisines ont été reconnues.

1 dossier a été déposé en mairie pour des dégâts de la tempête d'octobre 2023.

D. PARGADE signale que quelques dégâts ont été constatés sur la commune : arbres tombés, dégâts des eaux à l'école, chutes de tuiles.

EFFECTIF DE L'ECOLE

Mme l'inspectrice nous a informés qu'au vu de l'effectif annoncé pour la rentrée de septembre 2024, il est probable qu'une classe soit supprimée à la rentrée. (114 inscrits contre 124 cette année).

Il faudrait une dizaine d'inscription avant septembre pour pouvoir conserver cette classe.

La secrétaire de séance,



Nicole LAMIT



Le Maire,



Pierre VILLAR